



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Direction des Services Techniques** : AD/MMM/ABV - N°477/2024

**Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME**

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire, livre 1, 8<sup>ème</sup> partie,

**Vu la délibération n°127/2021 en date du 14 décembre 2021,**

Vu la demande en date du 21 Mai 2024, par laquelle la **Société DECLIC ENSEIGNE**, demeurant 66, Avenue des Cinq Ponts à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (83 470), sollicite une autorisation pour stationner une nacelle au droit du n°3, Avenue Albert 1<sup>er</sup>, pour effectuer des **travaux de réparation de toiture**, pour le compte de **Madame NUNEZ Caroline, gérante de l'établissement « Hôtel de France »**.

Considérant que ces travaux nécessitent de réglementer la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** : La Société **DECLIC ENSEIGNE** est autorisée à occuper le domaine public pour stationner une nacelle, le **Lundi 27 Mai 2024, de 10h00 à 12h00 au droit du** :

- **n°3, Avenue Albert 1<sup>er</sup>**

**ARTICLE 3** : Durant cette période, il sera interdit de dépasser et de stationner sur le chantier.

La circulation ne pourra-être neutralisée que sur une seule voie (une demi-chaussée).  
**Il sera mis en place un alternat de circulation par pilotage manuel.**

**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire s'acquittera de la somme de **(20,00 € pour une demi-journée pour le stationnement de la nacelle)**.

Total de **20,00 €** au titre des droits d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de maintenir l'aire de stationnement comme ses abords dans un parfait état de propreté

et de rétablir la voie et/ou ses dépendances dans leur état initial à l'issue de l'occupation du domaine public.

Le bénéficiaire sera tenu de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la chaussée. A la fin de l'occupation du domaine public, toute dégradation constatée sera considérée comme imputable au titulaire de l'autorisation de stationnement et la remise en état du domaine public sera à sa charge.

**ARTICLE 5 :** Le stationnement de la nacelle de **La Société DECLIC ENSEIGNE**, ne devra faire obstacle ni au libre accès aux propriétés, ni à la libre circulation des piétons.

**ARTICLE 6 :** Durant cette période, aucun autre stationnement que celui du véhicule de **La Société DECLIC ENSEIGNE**, ne sera autorisé.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra mettre en place, pour la durée de l'occupation du domaine public, sous sa responsabilité et à ses frais, la signalisation complète de l'occupation. Il devra en particulier se conformer aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire, livre 1, 8<sup>ème</sup> partie.

**ARTICLE 7 :** **La Société DECLIC ENSEIGNE**, est responsable tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le demandeur devra afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté.

**ARTICLE 9 :** Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L 2131-1 dudit code.

**ARTICLE 10 :** Madame le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

**ARTICLE 11 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Saint-Maximin-la-Ste-Baume, le 22 mai 2024

Le Maire,

**Alain DECANIS**

